

## Discours Union Locale CGT d'Arles du 1<sup>er</sup> mai 2023

Chers camarades, chers amis,

Ce 1<sup>er</sup> mai est la journée internationale des travailleuses et des travailleurs, c'est aussi une journée de solidarité internationale pour la paix entre les peuples.

Comme dans les années 30 du siècle dernier, la fumée noire des conflagrations militaires se répand sur notre planète. Il fait de plus en plus sombre à l'horizon, le grondement de la canonnade résonne en Europe et dans d'autres parties du monde. Le fascisme n'a pas disparu de la surface de la terre, car ses services sont très nécessaires à l'oligarchie mondiale. Et les travailleuses et les travailleurs sont les premières victimes de la guerre. Aussi, il est impératif partout dans le monde de faire taire les armes, d'ouvrir la porte à des négociations, à la diplomatie, et surtout en premier lieu de bloquer cette course folle au surarmement, qu'elle soit conventionnelle ou nucléaire

Car dans le monde, les dépenses militaires ont plus que doublé en 20 ans.

En France, la loi de programmation militaire prévoit une enveloppe de 413 Milliards d'euros sur 6 ans, en hausse de 40%. Le budget des armées est en hausse continue sous Macron, avec comme objectif d'atteindre les 2% du PIB consacré à la Défense, objectif fixé par l'OTAN sous la pression des Etats Unis. Combien d'hôpitaux, d'écoles, de services publics, combien d'augmentations de salaires, de pensions, combien de modernisation de bâtiments, combien de personnels formés, bien équipés, correctement rémunérés et en nombre suffisant pour les hôpitaux et les écoles, combien de besoins sociaux, de recherches médicales, écologiques et technologiques, pourraient être satisfaites avec une telle somme sur les cinq prochaines années ?

Il est essentiel de rappeler partout que depuis sa création, la CGT a combattu et combat les guerres, mené les combats antifascistes et anticoloniaux, que La CGT mène une action permanente pour la paix, le désarmement, pour une paix

durable qui ne peut être établie que sur la base de la justice sociale, dans une logique de coopération entre pays, et non de confrontation.

Dans ce contexte, le 1<sup>er</sup> mai 2023 est l'occasion d'exprimer notre solidarité avec toutes celles et ceux qui, dans le monde, luttent pour plus de liberté, de démocratie, de progrès social, et avec celles et ceux qui luttent contre la guerre.

Ce 1<sup>er</sup> mai, nous manifestons aussi pour dire notre refus des idées d'extrême droite, du racisme, et pour résister à celles et ceux qui distillent le poison de la division au sein de la classe des travailleurs.

Alors que le gouvernement engage une contre réforme des retraites, essayant de faire croire que les français ne travailleraient pas assez, causant le déséquilibre du système, pourtant, quand on regarde le nombre moyen d'heures travaillées par salarié, la France est devant l'Allemagne. Et nous sommes parmi les plus productifs en Europe, ... au prix d'une intensité très forte du travail, et donc au détriment de nos conditions de travail, puisque la France est la triste championne d'Europe du nombre de morts au travail, près de deux par jour.

C'est pourquoi la CGT porte la réduction du temps de travail à 32h par semaine, comme un progrès social, et aussi comme une nécessité pour lutter contre le chômage de masse. Et travailler jusqu'à 64 ans rendrait encore plus difficile l'accès à un emploi, aux 6 millions de chômeurs actuels, et notamment aux jeunes générations.

Le gouvernement cherche à nous faire croire que le système de retraite par répartition sera déficitaire, et donc qu'il faudra travailler plus longtemps : il veut nous voler 2 années de vie pour 12 milliards d'euros ! Pourtant, les solutions de financement existent, qui nous permettraient de partir à 60 ans à taux plein, et 55 ans pour les métiers pénibles : égalité salariale Femmes/Hommes, taxation des revenus financiers du capital, fin des exonérations de cotisations sociales patronales, modulation du taux des cotisations patronales en fonction de la politique sociale des entreprises, et

bien sûr augmentation des salaires. Les solutions sont donc à portée de main, alors que, dans notre société riche, les profits du CAC 40 explosent.

Et l'inflation aussi explose.

Elle frappe de plus en plus fort les ménages, notamment les plus modestes. Ses causes en sont le prix de l'énergie (+15% pour les tarifs réglementés de l'électricité, +15% pour l'essence), et la spéculation, avec des prix de l'alimentation en hausse de 15,9% sur 12 mois. +51% pour l'huile, +49% pour le sucre : dans les magasins, on ne parle que de ça dans les rayons et en passant à la caisse ! La consommation populaire est la première touchée, et seules des augmentations de salaires pérennes permettront réellement de lutter contre l'inflation et de redonner quelques marges de manœuvre aux ménages.

Sauf qu'en réalité, les salaires ont reculé de 2,2% sur un an en 2022. En dépit des très nombreux conflits sociaux depuis la rentrée 2022, gouvernement et patronat refusent d'ouvrir la voie à des augmentations de salaire.

La CGT réclame l'augmentation immédiate des salaires, des pensions, des minimas sociaux, du SMIC, et le retour de l'indexation des salaires sur l'inflation : si on veut vraiment partager la valeur ajoutée créée dans les entreprises, il faut augmenter les salaires.

Depuis plus de trois mois, la mobilisation de millions de grévistes et de manifestants a mis en minorité le gouvernement et le président Macron. La très grande majorité de la population soutient l'action de l'intersyndicale unie contre le recul de l'âge de départ à la retraite pour toutes et tous.

Après avoir promulgué la loi de la contre réforme des retraites en pleine nuit, comme un voleur, les propos tenus par le président Macron démontrent qu'il n'écoute pas la colère qui s'exprime dans le pays et qu'il s'obstine, confirmant son mépris à la fois envers les organisations syndicales, envers les jeunes et l'ensemble de la population. Il doit respecter la démocratie sociale et le rejet très majoritaire par la population de cette contre-réforme qui nous impose un recul social sans précédent. Comment notre système dit « démocratique » pourrait-il fonctionner contre une large majorité populaire ?

Le capitalisme a besoin de la guerre, d'une économie de guerre, et donc d'une « démocratie de guerre » : ainsi Darmanin utilise la violence pour nous dissuader de manifester, comme il utilise les casseurs d'extrême droite pour discréditer notre mobilisation. Ces violences cachent le fonds du problème, le capitalisme, et le lieu où il exerce sa domination, l'entreprise. La colère doit s'exprimer contre le patronat, qui en coulisse bloque toute augmentation des cotisations, et se prépare à piller la Sécurité Sociale avec ses assurances privées et ses retraites par capitalisation. L'enjeu des retraites, comme de la protection sociale en général, c'est le financement par les cotisations, venant de la seule source de richesse, le travail ; l'enjeu est donc la répartition du profit entre le capital et le travail. Répétons-le encore : c'est le patronat qui doit céder en acceptant de financer davantage les retraites. C'est sur le patronat que la pression doit monter pour l'amener à négocier, et la pression, elle monte quand on touche au profit, quand la grève arrête la production.

L'urgence est de mobiliser toutes les forces militantes vers l'élargissement du mouvement, vers l'organisation et la lutte dans l'entreprise. On ne gardera pas notre retraite en étant spectateur. Citons Ambroise Croizat, ministre communiste du travail à la Libération, et créateur de la Sécurité Sociale, qui disait : « ne parlez pas d'acquis sociaux, mais de conquies sociaux, parce que le patronat ne désarme jamais ». Et il rajoutait : « Jamais nous ne tolérerons que ne soit renié un seul des avantages de la Sécurité Sociale. Nous défendrons à en mourir et avec la dernière énergie, cette loi humaine et de progrès. » Pour honorer sa mémoire, nous vous invitons, en fin de manifestation, à la cérémonie de dénomination symbolique du Pôle de Service Public en Espace Ambroise Croizat, conformément à la délibération unanime de la précédente équipe municipale.

Alors oui ! L'urgence donc pour les salariés est de se mettre en mouvement pour exiger notre part du profit pour financer les droits sociaux.

Alors oui ! L'urgence est de développer nos forces en se dressant face au patronat et au pouvoir.

La force de ce premier mai inédit et historique, la force de nos luttes face au gouvernement et au MEDEF, ouvrent des perspectives de victoire, et donnent confiance dans la poursuite du mouvement.

Et retenons dès à présent le samedi 6 mai, à 14H à Marseille, avec la manifestation de toutes les colères !

Alors oui, l'urgence, c'est de baisser le temps de travail et d'augmenter les salaires, pas l'âge de la retraite !

Pour nous, 64 ans, c'est toujours non !

Pour nous, c'est gagner le retrait de la contre-réforme !

Par la grève, stoppons les profits !

Unis par millions et déterminés, nous gagnerons !

Vive la lutte, et vive le progrès social !